



Paris, le 18 février 2016

## COMMUNIQUE DE PRESSE

-

### **Trop de temps perdu pour un peu de respect !**

Depuis le mois de juin, de barrages routiers en blocages de magasins, le désarroi des agriculteurs s'est exprimé par instinct de survie, non par plaisir. Mais que ne faut-il pas faire pour faire comprendre que la situation est dramatique ? Que ne faut-il pas faire pour obtenir enfin respect et considération ?

Après les annonces du gouvernement, la FNSEA s'est réunie aujourd'hui en Conseil d'administration, associant de manière exceptionnelle les Présidents de toutes les fédérations régionales.

Les réponses structurelles importantes annoncées hier, en rapprochant le niveau des charges sociales dues par les agriculteurs de celui nos voisins européens, ou en s'attaquant aux normes qui plombent l'activité des agriculteurs français, ont été saluées. C'est enfin la reconnaissance et la prise en compte d'un défaut de compétitivité de l'agriculture française.

Mais, les agriculteurs attendent aussi des réponses sur les prix de leurs produits. Ils attendent de pouvoir vivre dignement de la vente de leur production. C'est pour cela que la FNSEA sera d'une extrême vigilance à tous les niveaux :

- Au niveau des négociations commerciales qui se déroulent jusqu'au 29 février. Tous les acteurs doivent prendre leurs responsabilités. Dans ce cadre, nous poursuivons nos rencontres locales entre producteurs, transformateurs et distributeurs.
- Au niveau européen. Les mots ne suffisent plus ! Des mesures concrètes de gestion de crise sont indispensables. L'étiquetage sur l'origine des produits carnés transformés devrait être en place depuis longtemps. Les conséquences de l'embargo russe ne peuvent plus être glissées sous le tapis.
- Au niveau français enfin. Le Salon de l'agriculture, qui se tiendra la semaine prochaine, sera l'occasion d'interpeller nos politiques par un questionnaire précis, afin d'éclaircir leurs positions sur l'avenir de l'agriculture française. Il n'est pas question que le Salon ne se transforme une nouvelle fois en concours de beauté politique.

Chacun doit ainsi être rappelé à ses responsabilités. Trop de temps a été perdu. Il ne s'agit plus seulement d'un enjeu économique, il s'agit de respect vis-à-vis de milliers d'agriculteurs, qui se lèvent chaque matin pour assumer une noble mission : nourrir leurs concitoyens.

→ **Page 2** : « Questions de paysans aux politiques »

**Contacts presse :**

## Questions de paysans aux politiques



*Mesdames et Messieurs, femmes et hommes politiques, vous avez l'intention de venir au Salon de l'agriculture, très bien ! Mais avant de venir posez-vous les bonnes questions. Nous attendons vos réponses !*

- Les écarts se creusent au sein de l'Europe, la défiance s'accroît : quelles initiatives envisagez-vous pour relancer une politique qui soutienne l'agriculture, l'alimentation et la vitalité des territoires ruraux en Europe ?
- Les consommateurs et les paysans exigent un étiquetage clair et loyal de l'origine des produits, bruts comme transformés, vendus au détail comme servis en restauration. Soutenez-vous cette demande ?
- Des règles qui changent chaque année, des contraintes de moins en moins lisibles, une paperasserie de plus en plus abondante... Que comptez-vous faire pour enrayer cette machine infernale ?
- Etes-vous prêts à faire bouger les lignes pour rééquilibrer le rapport de force au sein de la chaîne alimentaire en faveur des producteurs ?
- Quels outils de gestion des risques proposez-vous pour faire face à l'ampleur des aléas en agriculture : volatilité des prix, risques climatiques et sanitaires ?
- Le poids des normes accroît les distorsions, tue l'envie d'agir et de construire. Comment casser cette spirale ?
- Face au changement climatique, le recours au stockage de l'eau est une question de bon sens. Comment comptez-vous favoriser des projets d'irrigation durables ?
- La présence des loups et autres prédateurs menace l'élevage et le pastoralisme. Quelles solutions préconisez-vous pour une régulation des grands prédateurs ?
- Quelles sont vos propositions pour endiguer l'artificialisation galopante des terres agricoles ?
- Le compte pénibilité est inapplicable dans des Très Petites Entreprises non pourvus de DRH ! Que proposez-vous : l'adapter, le reporter, le supprimer ?
- Le salaire horaire est de 6 € en Espagne, de 8 € en Allemagne et de près de 10 € en France. Quelles solutions préconisez-vous pour limiter les effets de ce dumping social ?